



## Comment l'argent de l'Arabie saoudite et du Golfe alimente la terreur

Par [Daniel Lazare](#)

Mondialisation.ca, 30 novembre 2015

[Consortiumnews.com](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Alors que le bilan des morts des attentats de Paris continue de s'aggraver, le président Hollande dénonce "un acte de guerre" de l'État islamique, mais, nous explique Daniel Lazare, la réalité sous-jacente est que les riches amis de la France dans le Golfe persique sont les complices de cette horreur.

Au lendemain du dernier attentat terroriste de Paris, la question n'est pas de savoir quel groupe en particulier est responsable de l'attaque, mais en tout premier lieu de savoir qui est responsable de l'émergence de l'État islamique et d'Al-Qaïda. La réponse qui a émergé de plus en plus clairement au cours de ces dernières années est que ce sont les dirigeants occidentaux qui ont utilisé des portions croissantes du monde musulman comme terrain pour leurs jeux guerriers, et qui viennent maintenant verser des larmes de crocodile sur les conséquences de leurs actes.

Ce phénomène a commencé dans les années 80 en Afghanistan, où la CIA et la famille royale saoudienne ont quasiment inventé le djihadisme en essayant d'imposer aux Soviétiques une guerre à la vietnamienne juste dans leur arrière-cour. C'est ce qui s'est passé aussi en Irak, que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont envahi en 2003, déclenchant ainsi une guerre civile féroce entre les chiites et les sunnites.



C'est ce qui se passe aujourd'hui au Yémen où les États-Unis et la France aident l'Arabie saoudite dans une guerre aérienne de grande ampleur contre les chiites Houthis. Et c'est ce qui se passe en Syrie, théâtre du jeu guerrier le plus destructeur, là où l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe fournissent armes et argent à Al-Qaïda, à l'État Islamique, connu aussi sous les noms d'ISIS et de Daech, et à des organisations du même type, ce que les États-Unis savent parfaitement.

Les dirigeants occidentaux encouragent cette violence tout en s'en indignant quasi simultanément. En avril 2008, un responsable du ministère des finances a témoigné, lors d'une audition devant le Congrès : "L'endroit d'où part l'argent que reçoivent les groupes terroristes sunnites et les Talibans reste prioritairement l'Arabie saoudite." [cf Rachel Ehrenfeld « Their Oil is Thicker Than Our Blood » dans Saudi Arabia and the Global Islamic Terrorist Network : America and the West's Fatal Embrace (New York: Palgrave Macmillan, 2011), p. 127.]

En décembre 2009, Hillary Clinton [a indiqué](#) dans une note diplomatique confidentielle que

les donateurs d'Arabie saoudite constituaient, et ce au niveau mondial, la source la plus importante de financement des groupes terroristes. En octobre 2014, Joe Biden [a déclaré](#) aux étudiants de la Kennedy School de Harvard : “les Saoudiens, les émirats, etc. [...] sont si déterminés à provoquer la chute d'Assad et surtout à mener par procuration une guerre chiïtes contre sunnites [...] [qu']ils ont versé des centaines de millions de dollars et fourni des dizaines de milliers de tonnes d'armement militaire à tous ceux qui voulaient se battre contre Assad, sauf que ceux qui ont reçu cette manne, c'étaient Al-Nosra et Al-Qaïda.”

Le mois dernier, le New York Times [s'était plaint](#) dans un éditorial de ce que les Saoudiens, les Qataris et les Koweïtiens maintenaient leurs donations non seulement à Al-Qaïda mais aussi à l'État Islamique.

Cependant, même si on a souvent promis d'arrêter de financer ces groupes, les robinets sont demeurés grand ouverts. Les États-Unis ont non seulement approuvé de telles pratiques, mais ils en ont même été partie prenante. En juin 2012, le Times [a écrit](#) que la CIA travaillait avec les Frères Musulmans à faire passer aux rebelles anti-Assad des armes fournies par les Turcs, les Saoudiens et les Qataris.

Deux mois plus tard, la Defense Intelligence Agency, le Bureau du renseignement militaire, [a indiqué](#) qu'Al-Qaïda, les salafistes et les Frères Musulmans dominaient le mouvement rebelle syrien, que leur but était d'établir une “principauté salafiste dans l'est de la Syrie” là où se trouve maintenant le califat et que c'est “précisément ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition”, c'est-à-dire l'Occident, les États du Golfe et la Turquie, “afin d'isoler le régime syrien.”

Plus récemment, l'administration Obama [n'a soulevé aucune objection](#) lorsque les Saoudiens ont fourni à Al-Nosra, la branche officielle syrienne d'Al-Qaïda, des missiles de pointe TOW pour l'aider lors de son offensive dans la province d'Idleb au nord de la Syrie. Elle n'a pas protesté quand les Saoudiens ont souhaité très vivement accroître leur aide à ces groupes, en réponse à l'intervention russe qui soutient le régime affaibli d'Assad.

Il y a deux semaines, Ben Hubbard du Times [a indiqué](#) que les troupes des opérations spéciales américaines introduites dans le nord de la Syrie avaient reçu l'ordre de travailler avec des rebelles arabes qui avaient précédemment collaboré avec Al-Nosra et qui – bien qu'Hubbard ne le précise pas – ne manqueront sûrement pas de le faire de nouveau quand les Américains seront partis.

Collaboration, vous avez dit collaboration ?

Bien qu'ils vouent une haine éternelle à Al-Qaïda, les États-Unis et leurs alliés du Golfe travaillent main dans la main avec ces mêmes forces, lorsqu'il s'agit d'atteindre certains objectifs. Pourtant, à présent, de Washington à Riyad, les dirigeants se désolent fort de ce que ces mêmes groupes mordent la main qui les nourrit.

C'est là un scénario qui s'est trop souvent répété ces dernières années. “Terrorisme” est un terme quasiment dépourvu de sens, qui brouille et obscurcit les événements plus qu'il ne les éclaire. Les attaques du 11 septembre ont mené à “une guerre mondiale contre la terreur” et, en même temps, à une vertigineuse dissimulation à propos de ceux qui étaient effectivement responsables de cette terreur.

Une chape de plomb s'est abattue sur le rôle joué par les Saoudiens en Afghanistan, où est né le réseau de ben Laden, et l'administration Bush a discrètement exfiltré des États-Unis 140 Saoudiens, y compris une vingtaine de membres de la famille ben Laden, après que le FBI les eut entendus, d'une façon plus que superficielle.

Quand le régent saoudien Abdallah ben Abdelaziz , qui devait encore attendre trois ans avant de régner officiellement, a rendu visite à Bush dans son ranch du Texas en avril 2002, le président a à peine fait allusion au World Trade Center et il a coupé la parole à un journaliste qui insistait pour en parler.

“Oui, moi, le prince héritier condamne vigoureusement les individus qui ont tué des citoyens américains. Nous travaillons constamment avec lui et son gouvernement, pour l'échange de renseignements et pour tarir la source des financements ... ce gouvernement se donne du mal et c'est quelque chose que j'apprécie énormément.”

Bush mentait. Un mois seulement avant cette visite, Robert Kallstrom, l'ancien sous-directeur du FBI, s'était plaint que les Saoudiens ne montraient pas beaucoup d'empressement à enquêter. “Ils ne donnent pas l'impression de faire grand chose, et franchement, ça n'a rien de nouveau.”

En avril 2003, Philip Zelikow, le néoconservateur en charge de la commission du 11 septembre, s'est séparé d'une investigatrice, Dana Leseman, quand celle-ci s'est montrée trop déterminée à enquêter sur les liens avec l'Arabie saoudite. [cf Philip Shenon, *The Commission : The Uncensored History of the 9/11 Investigation* (New York: Twelve, 2008), pp 110-13.]

L'épisode le plus étonnant de l'étouffement d'une partie de l'enquête, c'est ce qui s'est passé pour un chapitre de 28 pages d'un rapport du Congrès, qui traitait de la complicité de l'Arabie saoudite. Ce rapport a été, dans son ensemble, lourdement remanié, et ce chapitre s'est, quant à lui, trouvé entièrement supprimé. Bien qu'Obama, peu après être entré en fonction, ait promis à une veuve du 11 septembre, Kristen Breitweiser, de veiller à ce que ce chapitre soit rendu public, il n'en a rien été.

Au lieu d'identifier les responsables, Washington a préféré laisser les Américains dans l'ignorance. Au lieu d'identifier les vrais coupables, l'administration Bush, soutenue par les Démocrates et la presse, a préféré blâmer de vagues et “infâmes individus” d'un autre monde. Le même phénomène s'est produit en janvier dernier avec le massacre à Charlie Hebdo. On a beaucoup évoqué les insignes “Je Suis Charlie” et les grandes manifestations, où se trouvaient notamment Netanyahu, Sarkozy et l'ambassadeur d'Arabie saoudite, mais on n'a pas fait allusion aux [rapports](#) qui s'empilaient à propos des contributions financières des Saoudiens. C'est, en effet, à cette source que s'abreuve Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique, le groupe qui a entraîné Chérif Kouachi et a manifestement fomenté l'attaque.

Les rapports selon lesquels Riyad a depuis collaboré avec l'AQAP (Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique) dans sa guerre contre les chiites Houthis ont connu le même sort. Les avions saoudiens sèment la mort et la dévastation dans tout le Yémen, Al-Qaïda a pris le contrôle d'une ville de l'est, Mukalla, un centre pétrolier et un port maritime de 300 000 habitants et s'est aussi emparé de certaines parties d'Aden. Le groupe a ainsi accumulé un arsenal de dizaines de tanks T-55, de chars 22, mais également des missiles antiaériens et d'autres armes.

Personne n'a tiré la sonnette d'alarme

Une telle situation devrait avoir de quoi alarmer Washington, pourtant tous se sont contentés de hausser les épaules. L'administration Obama continue à encourager l'Arabie saoudite dans son attaque contre la plus pauvre des nations du Moyen-Orient, elle lui fournit un appui technique et une aide navale, tandis que la France, si désireuse de supplanter les États-Unis [dans son rôle de premier fournisseur d'armes du royaume](#), appuie ce pays, elle aussi.

Le président français, François Hollande, soutient ainsi le royaume, qui soutient les forces, qui ont soutenu les auteurs du massacre de Charlie Hebdo. Il soutient aussi un royaume qui permet à l'argent d'affluer vers ISIS, groupe qu'il identifie désormais comme responsable des dernières atrocités en date.

Hollande préfère battre sa coulpe et lancer des appels vibrants à "la compassion et à la solidarité" plutôt que de revoir d'abord ses liens avec ceux qui sont à l'origine de telles attaques.

Au niveau le plus fondamental, il s'agit d'une crise à propos du pétrole, de l'argent et d'un empire américain qui reste paralysé devant le désastre qu'il a créé au Moyen-Orient. Quand Obama a lancé son célèbre appel pour un changement de régime à Damas - "Pour le bien du peuple syrien, le temps est venu pour le président Assad de démissionner" - cela semblait un jeu d'enfant.

La révolte montait, le régime ne tenait plus qu'à un fil, et on pensait que ce n'était plus qu'une question de temps avant qu'Assad ne subisse le même sort que Kadhafi. "Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort," Hillary Clinton criait victoire, quelques mois après la mort de Kadhafi ; on pensait alors qu'Assad n'allait pas tarder lui non plus à mourir sous les coups d'une foule insurgée.

Assad s'est cependant avéré plus résistant que prévu, principalement parce qu'il pouvait compter sur un parti de poids qui, bien que corrompu et coupé des réalités, jouissait tout de même encore d'un soutien populaire important. A mesure qu'il se montrait capable de rester au pouvoir, les États-Unis se trouvaient pris dans une guerre de plus en plus sectaire, menée par des extrémistes sunnites financés par des pays du Golfe.

Confronté à un dilemme entre d'un côté, Assad, et de l'autre, ISIS et Al-Qaïda, Obama a hésité et traîné des pieds, refusant de s'engager pleinement dans la cause des rebelles, mais échouant à s'opposer quand ses amis les plus proches financent les organisations que les USA considèrent officiellement comme des suppôts de Satan.

Au lieu de venir à bout d'ISIS, cette politique du ni-ni a laissé s'envenimer la situation. L'organisation est plus riche que jamais, ses troupes avancent dans de flamboyants pick-up Toyota et disposent de moyens techniques sans précédent. Il y a deux semaines, elle a, sans doute, abattu un avion de ligne russe dans le Sinaï. Jeudi, elle a dépêché deux tueurs-kamikazes dans une banlieue chiite de Beyrouth, lesquels ont fait 43 morts et plus de deux cents blessés.

Et à présent, selon les autorités françaises, ISIS a envoyé une équipe d'au moins huit militants pour mitrailler différents endroits à Paris. Se référant manifestement aux bombardements occidentaux contre des cibles ISIS en Syrie, un tireur [aurait crié](#) pendant

l'assaut du Bataclan : "Ce que vous faites en Syrie, vous allez le payer maintenant."

Ce spectacle d'horreur est produit par Washington, Riyad et l'Élysée.

La montée de l'extrême-droite

Que faire ? Ces évènements sont une bénédiction pour Marine Le Pen, qui les utilisera sans aucun doute pour attiser la xénophobie, grande pourvoyeuse de voix pour le Front national. C'est une aubaine, pour d'innombrables politiciens de l'est de l'Europe, depuis le hongrois Victor Orban, jusqu'au premier ministre slovaque Robert Fico, qui profitent eux aussi du sentiment anti-immigration grandissant.

En Pologne, où le président Andrzej Duda a dénoncé les quotas de réfugiés de l'Union Européenne, et où 25 000 manifestants d'extrême-droite ont récemment défilé à Varsovie aux cris de "la Pologne aux Polonais," les nationalistes se frottent les mains avec jubilation.

Depuis des semaines, les sites web d'extrême-droite et les journaux ont averti qu'ISIS utilisait la vague de réfugiés pour infiltrer des combattants en Europe, et maintenant ils peuvent évoquer le massacre du Bataclan et dire qu'ils avaient raison.

C'est un argument que les gens ordinaires trouveront probablement imparable et c'est pourquoi il est crucial de souligner le rôle des gouvernements occidentaux dans la débâcle. Après avoir déversé la destruction sur les nations musulmanes les unes après les autres, les dirigeants occidentaux ne devraient pas à être surpris de voir la violence déborder chez eux.

Il se peut que la fermeture des frontières façon Donald Trump ou Nigel Farage soit considérée par les électeurs comme une démarche logique, mais plus les États-Unis et leurs alliés imposeront un "changement de régime" et terroriseront la population au Moyen-Orient, plus le nombre de réfugiés cherchant à fuir augmentera. Les pays européens peuvent ériger toutes les barrières qu'ils veulent à leurs frontières, un nombre croissant de migrants les contournera.

Le même raisonnement vaut pour la violence. Peu importe les efforts que l'Occident fera pour se protéger contre les désordres qu'il a lui-même créés, il s'apercevra qu'un cordon sanitaire est impossible à maintenir. L'Arabie saoudite [a quadruplé](#) ses achats d'armes ces dernières années, alors que le Conseil de Coopération du Golfe avec ses six membres dispose aujourd'hui du troisième budget militaire du monde.

Ce sont des nouvelles formidables pour les industries de l'armement, sans oublier les politiciens prêts à tout pour donner un petit coup de pouce à leur PIB, mais un peu moins réjouissantes pour la foule des gens ordinaires au Yémen, en Syrie, au Liban et à Paris qui subissent maintenant le contrecoup de tout cet armement et de toute cette violence. Plus l'alliance Occidentale et ses "partenaires" du Golfe persisteront à semer le chaos au Moyen-Orient, plus l'extrême-droite et la xénophobie augmenteront, que ce soit en Europe ou aux États-Unis.

Daniel Lazare - 14/11/2015

Article original: [Consortiumnews.com](http://Consortiumnews.com)

Traduit par les lecteurs du site [www.les-crisis.fr](http://www.les-crisis.fr).

La source originale de cet article est [Consortiumnews.com](http://Consortiumnews.com)

Copyright © [Daniel Lazare](http://DanielLazare.com), [Consortiumnews.com](http://Consortiumnews.com), 2015

---

Articles Par : [Daniel Lazare](http://DanielLazare.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)